

Cote du document: EB 2013/LOT/P.14/Rev.1
Date: 24 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de dons à la République du Nicaragua pour le

Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ladislao Rubio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	9
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	10
Appendice	
Logical Framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

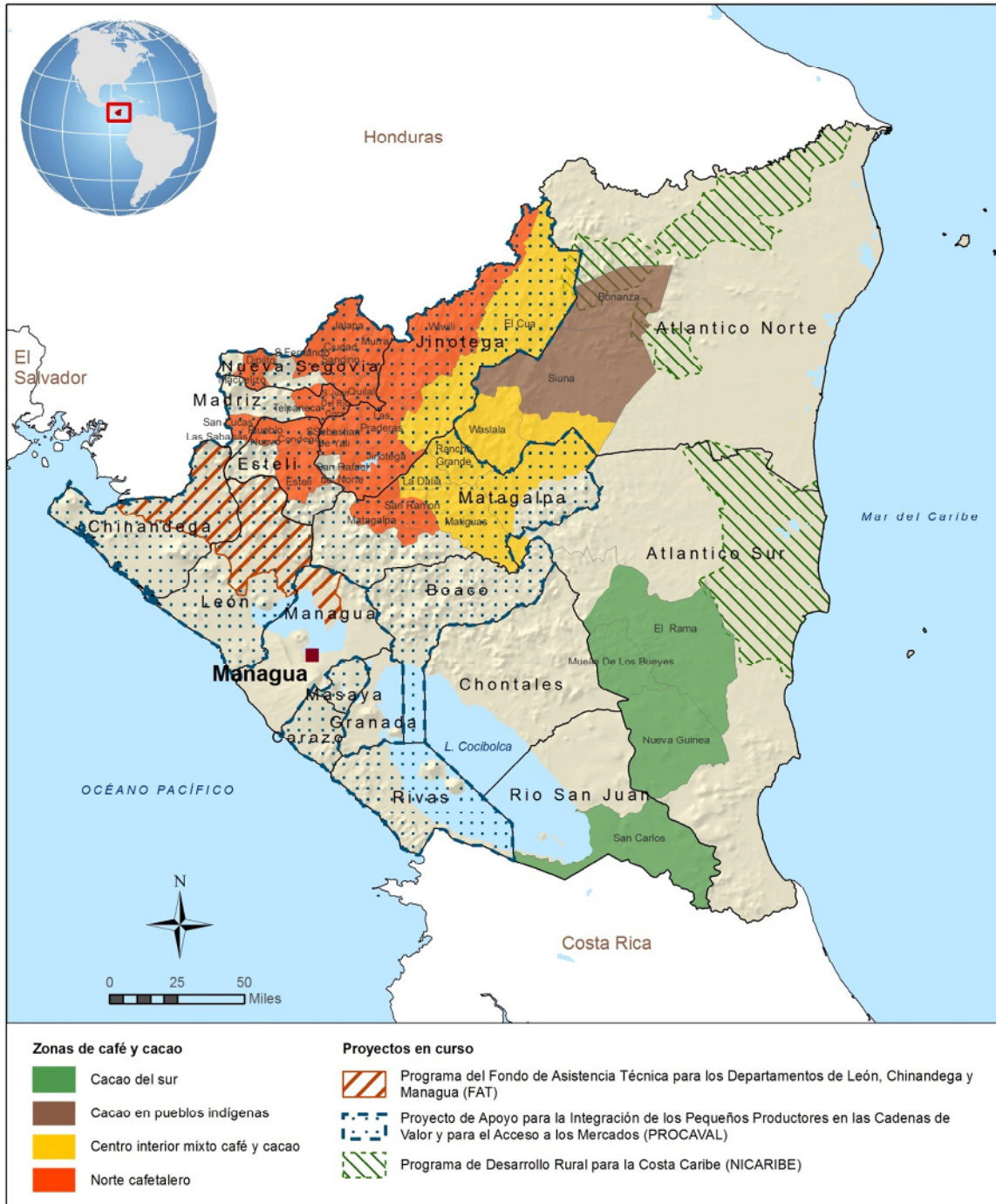
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
MEFCCA	Ministère de l'économie familiale, des communautés, des coopératives et des associations
PNTDC	Programme national pour la transformation et le développement de la culture du café
PRORURAL	Programme de développement de la production durable en milieu rural
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

República de Nicaragua

Adaptación a Cambios en los Mercados y a los Efectos del Cambio Climáticos

Informe de diseño



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Nicaragua

Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Nicaragua
Organisme d'exécution:	Ministère de l'économie familiale, des communautés, des coopératives et des associations (MEFCCA)
Coût total du projet:	37,05 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,06 millions d'USD)
Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD):	5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,06 millions d'USD)
Montant du don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):	5,31 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,00 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) ou autre prêteur ou institution financière
Montant du cofinancement:	BCIE ou autre prêteur ou institution financière 7,00 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	3,35 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,58 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Nicaragua pour le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de prêt et de dons à la République du Nicaragua pour le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le PIB par habitant du Nicaragua est de 1 239 USD, avec une croissance de 4,5% en 2010 et de 4,7% en 2011. Le déficit budgétaire représentait 1,8% du PIB en 2011 avant les dons, et 0,5% après. Les exportations ont progressé de 22,3% entre 2010 et 2011, essentiellement grâce au café, aux cacahouètes, à l'or, à l'argent, à la viande de bœuf et au sucre.
2. Le secteur agricole représente 20% du PIB et 29,5% de l'emploi du pays (41,9% de l'emploi masculin et 8,4% de l'emploi féminin). En 2011, le PIB agricole a diminué en raison de la baisse de la production de café et de canne à sucre alors que les cultures comme les céréales, le sésame et les cacahouètes ont progressé. En 2011, la part des produits agricoles sur le total des exportations a augmenté, passant de 76% à 79%. Sur la période 2000-2010, la croissance du PIB agricole était de 3% en moyenne. Cela étant, le dynamisme du secteur agricole est fortement tributaire de la vulnérabilité aux aléas climatiques du Nicaragua, qui est l'un des pays d'Amérique latine les plus vulnérables au climat. Ce secteur a ainsi déjà été frappé de plein fouet par des événements extrêmes comme les ouragans.
3. Les petits agriculteurs jouent un rôle décisif dans le secteur agricole nicaraguayen: 75% des paysans possèdent moins de 3,5 hectares mais produisent 80% des céréales de base et 65% des produits de l'élevage, de sorte qu'ils génèrent 56% des exportations de produits agricoles.
4. Le Nicaragua est le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine. En 2011, 42,5% de la population vivait dans la pauvreté, dont 14,6% dans l'extrême pauvreté. En milieu rural, cependant, les chiffres passent respectivement à près de 63,3% et quelque 26,6%. Même si le pays a enregistré des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté sur la période 2005-2009, la pauvreté, en milieu rural surtout, reste un défi important.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Gouvernement du Nicaragua a demandé au FIDA de l'aider à renforcer les filières du cacao et du café pour compenser la vulnérabilité climatique du pays. Le projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 ainsi qu'aux objectifs stratégiques du Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2013-2017 en ce qu'il soutient les initiatives du gouvernement et des organisations paysannes visant à stimuler la croissance agricole. Il doit être entendu comme un moyen non seulement de réduire la pauvreté, de créer des emplois et d'améliorer la consommation alimentaire des familles mais également de contribuer à la durabilité écologique.

6. Le projet viendra compléter les politiques et objectifs prioritaires du pays et y sera pleinement conforme. Il s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement humain pour la période 2012-2016 et contribue à la réalisation des objectifs du Programme de développement de la production en milieu rural (PRORURAL) et du Plan d'adaptation au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche au Nicaragua. S'agissant du café, la stratégie d'exécution est déterminée par le Programme national pour la transformation et le développement de la culture du café (PNTDC).
7. La production de café est le principal pilier de l'économie rurale dans une grande partie du pays, tant en termes de familles concernées que de main-d'œuvre employée. La filière du café génère plus de 300 000 emplois. Elle assure 53% de tous les emplois du secteur de l'agriculture et 14% tous secteurs confondus. La zone cultivée est d'environ 120 000 hectares et génère 18% des recettes d'exportation du pays. Quatre-vingt-six pour cent des producteurs de café ont moins de 3,5 hectares de terres. La plupart d'entre eux sont organisés en coopératives, lesquelles contrôlent 29% des exportations en volume, contre 1% il y a 20 ans.
8. S'agissant de la production de cacao, la situation est bien différente. En 2011, les exportations ont atteint 1 856 tonnes, soit une valeur FAB (franco à bord) de 2,8 millions d'USD. Le cacao est produit par 8 000 familles, dont 60% sont membres d'une organisation, situées essentiellement dans la Région autonome de l'Atlantique sud (RAAS), la Région autonome de l'Atlantique nord (RAAN) et les départements de Matagalpa, Jinotega, Rio San Juan, Granada et Rivas. Le cacao et le café diffèrent aussi pour ce qui est de la répartition géographique. L'arabica préfère les régions où il fait relativement frais et où la saison sèche est plus longue tandis que le cacao est produit essentiellement dans les basses terres tropicales. Cette différence géographique influence la sensibilité relative de ces cultures à la variabilité du climat mais souligne dans le même temps leur complémentarité. Bien que la filière du cacao soit relativement moins développée, son potentiel et son importance ne font aucun doute. La demande de cacao du Nicaragua n'a cessé de s'accroître. Un certain nombre d'entreprises internationales de transformation et de commercialisation – dont Ritter, ECOM, HEMCO et Xoco – ont consenti des investissements importants, tant pour se procurer le produit directement auprès des petits producteurs que pour créer des liens avec eux.
9. Sachant que la plupart des producteurs de café et de cacao sont de petits agriculteurs, le projet devrait avoir un impact important sur la réduction de la pauvreté rurale. En outre, une meilleure gestion des zones de production et des exploitations se traduira par une amélioration de la qualité du sol, un accroissement de la couverture forestière et une amélioration de la gestion des bassins versants. Sur les deux tableaux, les paysans, les communautés autochtones et le secteur rural du Nicaragua seront mieux à même de s'adapter au changement climatique.
10. La logique du projet est que la faible productivité des petits producteurs de café et de cacao au Nicaragua, comparée à celle d'autres pays de la région, et l'évolution positive probable du marché pour ces cultures créent une conjoncture propice à une augmentation des revenus et des gains de productivité. En outre, les études réalisées par le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement supérieur et le Centre international d'agriculture tropicale montrent que la hausse attendue des températures pourrait réduire la zone actuellement consacrée au café au Nicaragua. Il sera dès lors nécessaire d'adapter les variétés existantes aux nouvelles conditions climatiques. Les agriculteurs devront produire en altitude, à des températures plus élevées et utiliser moins d'eau pendant les périodes décisives. Ce changement touchera les petits agriculteurs et les communautés autochtones du Nicaragua en ce qu'il réduira la quantité produite, la qualité obtenue et le prix final.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

11. Le projet couvrira l'ensemble du pays. Dès le départ, il sera basé dans les municipalités des départements de Nueva Segovia, Madriz, Estelí, Jinotega, Matagalpa, Boaco et Rio San Juan, et les municipalités, communautés et territoires des populations autochtones et d'ascendance africaine de la RAAN et de la RAAS qui cultivent le café et le cacao. La stratégie de ciblage géographique comportera les critères suivants: i) présence de conditions agroécologiques propices à la production de café et de cacao à court, moyen et long terme; ii) vulnérabilité au changement climatique; iii) critères de pauvreté ventilés par sexe; et iv) nombre de familles participantes appartenant aux groupes autochtones et afro-antillais.
12. Les bénéficiaires du projet seront les petits agriculteurs possédant moins de 20 *manzanas* (environ 14 hectares) de terres qui produisent du café ou du cacao ainsi que les familles appartenant aux communautés autochtones et d'ascendance africaine susceptibles de participer aux filières de production ayant été retenues dans la zone du projet. Les critères utilisés seront les suivants: vulnérabilité au changement climatique, pauvreté, égalité des sexes, et intégration des populations vulnérables et des communautés autochtones et côtières afro-antillaises.
13. Le nombre des bénéficiaires du projet est estimé à 40 000 familles, soit 200 000 personnes. De plus, les activités du projet toucheront 200 000 autres personnes qui bénéficieront indirectement d'une hausse de la demande de main-d'œuvre résultant des investissements consentis en faveur de l'adaptation au changement climatique et de l'amélioration des infrastructures routières.

B. Objectif de développement du projet

14. Le projet a pour objectif de contribuer à améliorer les revenus et la qualité de vie des familles rurales en accroissant leur part dans la valeur ajoutée du café et du cacao. Il participe ainsi au développement socioéconomique du Nicaragua dans le cadre du Plan national de développement humain et du PRORURAL. L'objectif de développement consiste à améliorer les conditions de vie des familles rurales en leur facilitant l'accès aux marchés et en réduisant leur vulnérabilité au changement climatique.

C. Composantes/résultats

15. **Composante 1: Développement durable de la productivité du café et du cacao.** Le résultat attendu est une amélioration de la compétitivité des coopératives de producteurs et de leurs membres grâce à une hausse de la productivité et à l'adoption de pratiques qui facilitent l'adaptation au changement climatique et aux conditions changeantes du marché, de façon à accroître les revenus et le niveau de vie des familles rurales. Les sous-composantes sont les suivantes: a) renforcement des capacités pour permettre aux organisations de producteurs d'améliorer la qualité et le rendement du café et du cacao grâce à une amélioration de la production et de la gestion des affaires; b) investissement dans l'infrastructure de production visant à intégrer des pratiques d'investissement et de gestion qui améliorent et normalisent la qualité de la matière première tout en réduisant l'impact des activités de production et de transformation sur l'environnement; et c) investissement dans la gestion de l'eau et les pratiques écologiques pour accroître la production de café et de cacao sur les plantations gérées par les petits exploitants dans la zone du projet en intégrant les meilleures pratiques dans les décisions de gestion et d'investissement qui améliorent l'adaptation au changement climatique, y compris une gestion plus efficace de l'eau et une réduction de l'érosion des sols.
16. La stratégie de la composante 1 est de financer les plans d'investissement conçus et gérés par des organisations de producteurs ayant démontré leur aptitude à établir des liens avec les marchés. Dans le cadre des plans d'investissement, le

projet financera en intégralité les biens publics comme les petites routes rurales, les installations publiques de gestion de l'eau et l'assistance technique. Les biens privés à usage collectif, comme les installations de collecte et de stockage, seront en partie financés par des dons de contrepartie. Le projet ne financera pas les biens privés à usage individuel, comme les outils et le matériel, ni le fonds de roulement à court terme, à l'exception des biens privés jugés essentiels pour faciliter l'adaptation des systèmes de production paysans au changement climatique. Il pourrait s'agir de planter des variétés de café adaptées à des températures plus élevées, à plus haute altitude, aux ravageurs et à une pluviométrie moindre ainsi que d'investir dans une infrastructure de rétention des eaux, le reboisement et l'aménagement durable des terres.

17. **Composante 2: Renforcement institutionnel.** Le résultat attendu de cette composante est un renforcement des organisations de producteurs et des institutions publiques visant à améliorer l'environnement de façon à pouvoir développer les filières du café et du cacao en offrant des services dans les domaines suivants: i) technologie de production; ii) organisation, commercialisation et informations sur les conditions agroclimatiques; et iii) conception et mise en œuvre de politiques et d'incitations. Les sous-composantes sont les suivantes: a) validation et développement de matériel végétal aux fins de son adaptation au changement climatique intégrant un nouveau matériel génétique et de bonnes pratiques visant à améliorer la productivité, par un réseau d'agences qui valideront et transféreront la technologie; b) technologie permettant d'appliquer des mesures de saine gestion basées sur la production et la diffusion d'informations sur les conditions agroclimatiques à l'appui de mesures d'adaptation à la variabilité du climat axées sur la lutte contre les maladies; et c) conception et mise en œuvre de politiques et d'incitations destinées à promouvoir et renforcer les filières du café et du cacao et à conforter le regain de confiance que le projet va créer, de façon à encourager les agriculteurs ou autres entités du secteur privé à investir dans les filières retenues.
18. **Composante 3: Gestion du projet, planification et suivi-évaluation.** Le résultat attendu de cette composante est une exécution efficiente et efficace du projet ainsi qu'un renforcement des capacités de suivi et d'évaluation des activités, des produits, des effets et de l'impact du projet. En outre, un plan d'action sera mis en place pour renforcer la gestion des questions fiduciaires et des savoirs dans une optique d'apprentissage au Ministère de l'économie familiale, des communautés, des coopératives et des associations (MEFCCA). Les sous-composantes sont: a) gestion et administration; et b) planification, suivi-évaluation (S&E) et apprentissage.

III. Exécution du projet

A. Approche

19. Le projet facilitera les investissements productifs et fournira une assistance technique pour améliorer la productivité et accroître la capacité d'adaptation au changement climatique des petits producteurs de cacao et de café au Nicaragua. Il contribuera en outre à renforcer les capacités des institutions publiques compétentes et des politiques applicables pour pouvoir obtenir des intrants destinés à la production à l'épreuve du changement climatique et des systèmes de données météorologiques plus performants, ainsi qu'à renforcer dans l'ensemble les capacités du secteur public à formuler des politiques publiques incitatives en faveur des petits exploitants et des communautés autochtones.
20. Tenant compte des enseignements tirés sur l'accès au marché au Nicaragua, le projet s'appuiera sur les coopératives qui ont déjà l'expérience des marchés. Cette stratégie permettra de nouer une relation de confiance avec les agriculteurs et facilitera la transmission des signaux du marché aux producteurs. Parallèlement, dans le cadre d'une approche-filière, les coopératives – qui possèdent des actifs clés comme des installations de stockage, des broyeurs à sec et des installations de

transformation – vont pouvoir collecter des volumes suffisants présentant la qualité requise par le marché, de façon à réduire les coûts de transaction qui pèsent sur les petits producteurs lorsqu'ils accèdent individuellement aux marchés. Dans le cas du cacao, des mécanismes différenciés seront utilisés dans les territoires autochtones et d'ascendance africaine.

B. Cadre organisationnel

21. L'agent principal du projet responsable de l'exécution sera le Ministère de la famille, de l'économie familiale, des communautés, des coopératives et des associations (MEFCCA) qui mettra en place une unité de gestion du projet (UGP), laquelle relèvera de son département de l'agro-industrie, composée du directeur de projet et de spécialistes en gestion financière, en passation des marchés et en S&E, et bénéficiant de l'appui d'un personnel administratif qui aura des responsabilités spécifiques en matière d'exécution du projet ainsi que d'autres instances du ministère.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

22. Le projet appliquera une approche de gestion axée sur les résultats pour intégrer la planification et le S&E, de façon à produire des éléments factuels et à diffuser les savoirs de manière systématique et concertée.
- a) **Planification.** Le projet utilisera le cadre logique et les plans de travail annuels comme instruments normalisés pour harmoniser la conception des interventions et jeter ainsi les bases du S&E.
 - b) **Suivi.** Un processus sera engagé pour collecter, analyser et documenter les éléments factuels nécessaires pour évaluer et mesurer les progrès et les résultats.
 - c) **Évaluation.** Une série d'outils seront conçus et mis en place pour évaluer les effets et l'impact du projet. En feront partie un module Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) et un module Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) destinés à collecter les indicateurs d'adaptation au changement climatique. Les enquêtes de référence sur le terrain reposeront sur des méthodologies expérimentales ou quasi expérimentales, et un groupe témoin sera défini a priori.
23. S'agissant de la **gestion des savoirs**, le projet NICADAPTA réalisera une série d'évaluations et d'études de cas ciblées présentant un intérêt pour l'exécution. Périodiquement, des enseignements seront tirés afin d'améliorer l'exécution du projet et seront diffusés auprès des partenaires qui participent à d'autres projets du FIDA.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Par l'intermédiaire de la Direction générale de l'agro-industrie, le MEFCCA sera responsable de l'exécution du projet. L'Unité de gestion financière de la Direction générale de l'agro-industrie sera chargée de la gestion financière du projet et de la gestion du portefeuille de projets financés par le FIDA.
25. Des comptes spécifiques en dollars des États-Unis seront ouverts pour le prêt, le don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et le don de l'ASAP auprès de la Banque centrale du Nicaragua, sous le contrôle de la Trésorerie générale du pays.
26. L'UGP et les filiales régionales du MEFCCA qui participent à l'exécution du projet pourront détenir des comptes de projet.
27. Le projet fera l'objet d'un audit, conformément aux Directives du FIDA en la matière. Dans le cadre de cet audit, le FIDA exige du MEFCCA qu'il prépare et présente les états financiers requis pour un S&E efficace dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice.

28. Les **passations de marché** se dérouleront conformément aux directives du FIDA en la matière. Le processus de passation de marchés devrait être nettement amélioré par la mise en place du plan d'action préparé au stade de la conception du projet.
29. **Gouvernance et contrôle.** Venant s'ajouter au système de S&E et le compléter, des principes de bonne gouvernance, et notamment la transparence, seront appliqués. Des mécanismes de participation et d'intégration pour la diffusion d'informations seront définis avec l'ensemble des parties prenantes, dont le MEFCCA, les organisations paysannes et les communautés autochtones et d'ascendance africaine. Ces accords et procédures seront décrits dans le manuel d'exécution du projet.
30. La participation des bénéficiaires est assurée par le biais de la participation au système de S&E et de la responsabilité directe des organisations et des communautés ou territoires dans l'identification, la conception et la mise en œuvre des plans d'investissement. Elle sera également assurée par les activités du projet destinées à stimuler la participation de toutes les parties prenantes à l'analyse, la conception et la mise en œuvre de moyens d'action publique.

E. Supervision

31. Le FIDA supervisera directement le projet, dans le respect de sa politique en vigueur en matière de supervision et d'appui à l'exécution. Les missions de supervision et de suivi auront lieu suivant les besoins.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

32. Le projet sera mis en œuvre sur six ans. Son coût total sera de 37,05 millions d'USD, réparti comme suit: i) la composante 1 (développement durable de la productivité du café et du cacao) représente un coût de 28,04 millions d'USD, soit 76% du coût total; ii) la composante 2 (renforcement institutionnel) a un coût de 5,31 millions d'USD, soit 14% du coût total; et iii) la composante 3 (gestion, planification, suivi-évaluation) aura un coût de 3,70 millions d'USD, soit 10% du coût total.
33. Les catégories de dépenses du projet sont les suivantes: i) véhicules et matériel – 0,72 million d'USD; ii) formation et services de conseil – 5,17 millions d'USD; iii) dons et subventions (fonds d'investissement local) – 18,03 millions d'USD; iv) crédit et fonds de garantie (fonds d'investissement de la BCIE) – 7,30 millions d'USD; v) traitements et indemnités – 4,15 millions d'USD; et vi) charges d'exploitation – 1,67 million d'USD. Les catégories peuvent être encore subdivisées dans l'accord de financement.

B. Financement du projet

34. Le projet sera financé de la manière suivante: i) le FIDA financera le projet à hauteur d'un montant total de 24,12 millions d'USD (65% du total) qui comprend un prêt à des conditions particulièrement favorables d'environ 8,06 millions d'USD (21,8%), un don au titre du CSD d'environ 8,06 millions d'USD (21,8%) et un don au titre de l'ASAP d'environ 8,00 millions d'USD (21,6%); ii) la BCIE financera un prêt de 7,00 millions d'USD (18,9%); iii) le Gouvernement du Nicaragua fournira 3,35 millions d'USD en fonds de contrepartie (9%); et iv) les bénéficiaires contribueront à hauteur d'un montant estimé à 2,58 millions d'USD (7%).

C. Résumé des avantages et analyse économique

35. Les résultats attendus du projet sont les suivants:
- baisse de 10% de la malnutrition infantile chez les familles bénéficiaires;
 - amélioration d'au moins 20% des avoirs pour 32 000 familles;

- 40 000 familles de bénéficiaires directs et 200 000 familles de bénéficiaires indirects;
 - hausse de 20% des revenus tirés de la production de café et de cacao pour les familles appartenant à des coopératives ou des associations qui ont des plans d'investissement en place depuis au moins deux ans;
 - pour 20 000 familles, adoption de bonnes pratiques de gestion et prise de décisions d'investissement qui améliorent l'adaptation des cultures au changement climatique;
 - hausse de 20% de la productivité moyenne du café et du cacao parmi les familles appartenant à des coopératives ou des associations qui ont des plans d'investissement en place depuis au moins deux ans; et
 - élaboration et mise en œuvre de 100 plans d'investissement.
36. Le taux de rentabilité économique du projet devrait être de 22%, avec une valeur actuelle nette de 105,5 millions d'USD et un ratio coûts/avantages de 5,1.
37. L'évaluation de sensibilité de l'analyse économique est raisonnablement robuste. Une réduction modérée des prix des produits n'influerait pas véritablement sur la performance économique du projet. Pour ramener la valeur actuelle nette à zéro, il faudrait que les avantages soient réduits de 47%. Il y a une sensibilité modérée à la hausse des coûts et une sensibilité moindre à un retard de trois ans dans la concrétisation des avantages.

D. Durabilité

38. Le projet NICADAPTA renforcera l'aptitude des familles de petits agriculteurs, des peuples autochtones et les communautés d'ascendance africaine à s'adapter au marché et au changement climatique. Ainsi, des considérations de durabilité sont intrinsèques à toutes les initiatives. Le projet: i) propose des mesures permettant l'adaptation au changement climatique grâce à la spécialisation dans la production de café et à la diversification dans le cacao, de même que l'intensification et l'expansion; ii) propose en outre des mesures visant à réduire les risques climatiques et à gérer correctement les sols et l'eau; iii) soutient le renforcement institutionnel pour les organisations et les communautés autochtones et d'ascendance africaine; iv) privilégie le développement des marchés nationaux et la consolidation des marchés internationaux du café et du cacao, grâce à une stratégie d'amélioration de la qualité; et v) prend des mesures pour garantir un rôle de premier plan aux petits agriculteurs, aux peuples autochtones et à leurs organisations grâce à l'élaboration de moyens d'action.

E. Identification et atténuation des risques

39. Les principaux risques et mesures d'atténuation ont été définis comme suit:

Risque	Stratégie d'atténuation
Le MEFCCA n'a été que récemment créé (il succède à l'ancien Institut pour le développement rural) et s'est depuis vu confier des tâches et des responsabilités supplémentaires. Le projet pourrait donc pâtir d'une capacité administrative et d'une efficacité sous-optimales au Ministère.	Ce risque sera atténué par la formulation et l'application d'un plan de renforcement institutionnel pour le MEFCCA, mettant à profit les enseignements tirés du portefeuille en cours du FIDA dans le pays, et par l'octroi d'un appui à l'exécution parallèlement à la supervision du FIDA.
Les organisations et communautés bénéficiaires risquent de ne pas avoir la cohérence et la coordination au niveau interne qui leur permettraient de bien concevoir, administrer et appliquer les plans d'investissement.	Un renforcement des capacités spécialisées sera assuré dans le cadre du projet ainsi qu'un S&E continu sur les plans d'investissement. Les activités de renforcement organisationnel seront incluses dans les plans d'investissement.
Il ne sera peut-être pas possible d'obtenir du matériel végétal (essentiellement des jeunes plants d'arbres) de bonne qualité en quantité suffisante pour étendre la zone de plantation de cacao et moderniser les plantations de café, comme proposé par le projet et prévu dans le programme du gouvernement (PNTDC).	Il est essentiel de pouvoir disposer de matériel génétique de bonne qualité pour étendre la zone consacrée au cacao et moderniser les plantations de café. Le gouvernement a conscience des contraintes qui existent actuellement dans le pays, et le MEFCCA et le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAGFOR), par l'intermédiaire de l'Institut nicaraguayen de technologie agricole (INTA), se sont officiellement engagés à y remédier.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. La conception du projet est conforme aux politiques du FIDA et s'inscrit dans le droit fil des principes du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Elle a été évaluée en regard des politiques du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes, de partenariat avec le secteur privé, de développement des entreprises, de finance rurale, de gestion des ressources naturelles et de changement climatique.

B. Alignement et harmonisation

41. Le FIDA a établi une concertation systématique avec le gouvernement et les agences de coopération, en participant activement aux mécanismes créés à cet effet. Il contribue notamment aux groupes de travail actifs au sein de PRORURAL et assure la coordination du groupe de travail sur les industries agroalimentaires. La stratégie du FIDA dans le pays soutient les initiatives du gouvernement et des organisations paysannes visant à stimuler la croissance du secteur agricole comme instrument de réduction de la pauvreté, de création d'emplois et d'amélioration de la consommation alimentaire des familles. Elle contribue également à la durabilité et à la reproduction des meilleures pratiques.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. En termes de reproductibilité et d'application à grande échelle, le projet NICADAPTA s'inscrit dans une stratégie partagée entre le FIDA et le gouvernement pour créer une vision et un modèle à long terme pour le développement rural et agricole. La conception du projet contribue à la création d'un tel modèle. Il est le fruit de l'effort concerté des ministères de tutelle et du FIDA, sous l'égide du Ministère des finances et du Ministère des affaires étrangères. En outre, d'autres agences de coopération ont manifesté leur intérêt à cofinancer le projet NICADAPTA, dont l'Agence canadienne de développement international, sous réserve de l'approbation, en 2014, de sa nouvelle stratégie et de la future programmation du secteur.

D. Participation à l'élaboration des politiques

43. La conception du projet s'appuie sur des consultations et une concertation intensives avec les autorités gouvernementales, les organisations paysannes, les communautés autochtones et d'ascendance africaine, les autorités locales et les municipalités. Le projet facilitera les investissements productifs et fournira une assistance technique afin d'améliorer la productivité et d'accroître la capacité d'adaptation au changement climatique des petits producteurs de cacao et de café au Nicaragua. Il contribuera en outre au renforcement des institutions publiques concernées et des politiques applicables de façon à fournir des intrants destinés à la production à l'épreuve du changement climatique et des systèmes de données sur les phénomènes météorologiques plus performants. Il permettra enfin un renforcement général du secteur public afin que soient formulées des politiques incitatives en faveur des petits agriculteurs. S'agissant du café, la stratégie d'exécution relève du PNTDC.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République du Nicaragua et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
45. La République du Nicaragua est habilitée en vertu de ses lois à recevoir un financement du FIDA.
46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Nicaragua un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinq millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un don au titre du CSD d'un montant équivalant à cinq millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un don au titre de l'ASAP d'un montant équivalant à cinq millions trois cent dix mille droits de tirage spéciaux (5 310 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Adaptación a Cambios en los Mercados y a los Efectos del Cambio Climático (NICADAPTA)"

(Negociaciones concluidas el 6 de noviembre de 2013)

Número del Préstamo FIDA: [insertar número]

Número de la Donación FIDA: [insertar número]

Número de la Donación ASAP: [insertar número]

Proyecto de Adaptación a Cambios en los Mercados y a los Efectos del Cambio Climático (NICADAPTA) ("el Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de Nicaragua (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 105º período de sesiones aprobó la propuesta de creación del fondo fiduciario del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP) del FIDA con el fin de financiar, en forma de donaciones, componentes de la cartera básica de proyectos y programas financiados por el FIDA para aumentar la capacidad de resistencia de los agricultores en pequeña escala al cambio climático en las cinco esferas principales de efectos del ASAP;

CONSIDERANDO que el Prestatario/Receptor pretende obtener una financiación del Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) u otro acreedor/ente financiero para complementar la ejecución de las actividades del Proyecto.

POR LO TANTO:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo, una Donación y una Donación ASAP al Prestatario/Receptor (la "Financiación"), que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de DEG 5 350 000 Derechos Especiales de Giro (DEG).
- B. El monto de la Donación es de DEG 5 350 000 Derechos Especiales de Giro (DEG).
- C. El monto de la Donación ASAP es de DEG 5 310 000 Derechos Especiales de Giro (DEG).

2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables. De acuerdo a lo señalado en la Sección 5.01 a) de las Condiciones Generales, los préstamos otorgados en condiciones muy favorables estarán exentos del pago de intereses, pero quedarán sujetos a un cargo por servicio de tres cuartos del uno por ciento (0,75%) anual pagadero semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio de Préstamo, y tendrán un plazo de reembolso de cuarenta (40) años, incluido un período de gracia de diez (10) a partir de la fecha de aprobación del Préstamo por la Junta Ejecutiva del Fondo.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será dólar estadounidense.

4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º de enero.

5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de enero y 15 de julio. El Prestatario/Receptor reembolsará el principal del Préstamo pendiente de reembolso en 59 cuotas semestrales iguales de DEG 89 167 pagaderas el 15 de enero y el 15 de julio de cada año y una final de DEG 89 147, que comenzarán el 15 de enero de 2024 y terminarán el 15 de julio de 2053, en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo.

6. El Prestatario abrirá y mantendrá en el Banco Central de Nicaragua tres cuentas designadas, una para el Préstamo, una para la Donación y una para la Donación ASAP. El Proyecto contará con las Cuentas de Proyecto que resulten necesarias en beneficio de las Partes del mismo. Las Cuentas del Proyecto serán abiertas en bancos comerciales aceptables para el Fondo.

7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto aproximado de USD 3,35 millones.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA).

2. Se designan Partes adicionales en el Proyecto a la Dirección General de Agroindustria del MEFCCA y a la Unidad Gerencial del Proyecto.

3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El FIDA gestionará la contabilidad interna y los desembolsos de la Financiación y supervisará el Proyecto.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales a los establecidos en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:

- Que el Manual Operativo del Proyecto o sus disposiciones, hayan sido objeto de suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo del Fondo, y se haya determinado que éstos han tenido, o es probable que tengan, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.
- Que el derecho del Prestatario/Receptor a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio con el BCIE u otro acreedor/ente financiero haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas a la establecida en la Sección 4.02 b) de las Condiciones Generales para el retiro de fondos las siguientes:

- Que el Fondo haya dado la no objeción al Manual Operativo del Proyecto.
- Que se haya contratado al Gerente, al Especialista en Gestión Financiera y al Especialista en Adquisiciones de la Unidad Gerencial del Proyecto.

3. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario/Receptor.

4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro de Hacienda y Crédito
Ministerio de Hacienda y Crédito
Av. Bolívar, frente a la
Asamblea Nacional
Managua, Nicaragua

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario/Receptor.

REPÚBLICA DE NICARAGUA

Representante autorizado

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL
DE DESARROLLO AGRÍCOLA

Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.* El Proyecto tendrá cobertura nacional. Sin embargo, se prevé iniciar su implementación en los municipios cafetaleros y cacaoteros de los departamentos de Nueva Segovia, Madriz, Estelí, Jinotega Matagalpa, Boaco, Río San Juan, así como en los municipios, comunidades y territorios indígenas y afro-descendientes de la Región Autónoma del Atlántico Norte (RAAN) y la Región Autónoma del Atlántico Sur (RAAS).

2. *Población Objetivo.* La población objetivo del Proyecto son los pequeños productores que poseen menos de 20 manzanas y que siembran café y cacao, y familias de los pueblos originarios y afro-descendientes que viven en las comunidades, con participación actual o potencial en las cadenas seleccionadas. La meta consiste en atender en forma directa a 40 000 familias.

3. *Fin y Objetivo de Desarrollo.* El fin del Proyecto es el de contribuir a que las familias rurales mejoren su calidad de vida, a través de su mayor participación en el valor generado por las cadenas de café y cacao. El objetivo de desarrollo del Proyecto, coherente con los objetivos de las políticas nacionales y sectoriales y con la Estrategia del FIDA para el país, es: "*Familias rurales de las áreas de intervención y en los rubros priorizados, mejoran sus ingresos y reducen su vulnerabilidad al cambio climático*".

4. *Componentes.* El Proyecto tendrá los siguientes tres componentes:

A. Componente 1: Desarrollo sostenible de la productividad del café y el cacao.

A.1. *Resultado.* El resultado esperado del Componente es que la competitividad de las cooperativas de productores y sus socios, así como de organizaciones de comunidades indígenas y afro-descendientes sea mejorada, a través del incremento de la productividad y la adopción de prácticas que faciliten la adaptación al cambio climático y a las condiciones de mercado, mejorando los ingresos y el nivel de vida de las familias rurales.

A.2. *Objetivos específicos.* Los objetivos específicos del Componente incluyen: i) fortalecer la capacidad de las organizaciones para mejorar la productividad, producción y calidad del café y el cacao a través de una mejor gestión empresarial y productiva; ii) incorporar inversiones y prácticas de manejo que permitan mejorar y homogeneizar la calidad de la materia prima producida, reduciendo el impacto sobre el medio ambiente de las actividades de producción y procesamiento; iii) incrementar la producción de las plantaciones de café y cacao manejadas por los pequeños productores y comunitarios del área del Proyecto; y iv) incorporar buenas prácticas de manejo y decisiones de inversión que mejoren la adaptación al cambio climático, incluyendo la mejora en la eficiencia en el manejo del agua y reducción de pérdidas de suelos.

A.3. *Estrategia e Implementación.* A través de este Componente, el Proyecto financiará Planes de Inversiones diseñados por organizaciones de café y cacao con capacidad e idoneidad demostrada para vincularse con los mercados. Los Planes de Inversiones tendrán como objetivo el aumento de competitividad a largo plazo y adaptación al cambio climático, garantizando la inclusión.

Los Planes de Inversiones financiarán: i) la preparación de los Planes por parte de las organizaciones productoras; ii) los bienes públicos (caminos rurales,

manejo colectivo de agua, equipos para captación y manejo de información climática, asistencia técnica, capacitación, etc.) o bienes de uso comunitario (beneficios húmedos grupales de café, centros de acopio, etc.) asociados a los Planes de Inversiones y iii) actividades de adaptación al cambio climático de las fincas. El Organismo Responsable del Proyecto realizará una convocatoria pública para presentar propuestas a ser financiadas por los Planes de Inversiones. Las organizaciones que envíen propuestas deberán estar legalmente constituidas y tener una junta directiva activa. Los requisitos y techos de las propuestas para los Planes de Inversiones serán detallados en el Manual Operativo, y evaluados por un Comité de Calificación y Aprobación de los Planes de Inversiones, cuya composición será detallada en el mismo Manual. Las comunidades de productores cuyas propuestas resultaran elegidas, deberán suscribir contratos/convenios de implementación con el Organismo Responsable del Proyecto. Los detalles de los contratos/convenios serán especificados en el Manual Operativo.

A.4. *Subcomponentes.* Las actividades del Componente 1 serán ejecutadas a través de los tres subcomponentes siguientes:

Subcomponente 1.1: Capacidades de organizaciones de productores fortalecidas. Los Planes de Inversiones que resultarán elegibles bajo este subcomponente se referirán a las siguientes actividades: i) capacitación y asistencia técnica; ii) inversiones a nivel de la cooperativa o de grupos de productores; y iii) fortalecimiento de capacidades de las organizaciones en gestión, comercio y mercadeo.

Subcomponente 1.2: Inversiones en construcciones e infraestructura de alcance regional o comunitario. Los Planes de Inversiones bajo este subcomponente incluirán inversiones para el diseño y planificación de infraestructura productiva incluyendo la rehabilitación de caminos rurales, obras de gestión de agua, barreras vegetales, centros de acopio, fermentación y secado de cacao y beneficiado de café para uso compartido entre productores; financiamiento de obras públicas o de uso común, que resulten justificables en el marco de los criterios señalados anteriormente.

Subcomponente 1.3: Inversiones en gestión del agua y prácticas ambientales. Los Planes de Inversiones elegibles podrán incluir inversiones dirigidas a la adaptación al cambio climático en el manejo del café y el cacao y de la finca en general. Adicionalmente, bajo este subcomponente se podrán financiar inversiones referidas a la validación de variedades de café y cacao mejor adaptadas a las condiciones futuras del clima; obras de mejora en la eficiencia en el uso del agua; mejora de beneficios húmedos de uso individual, cuando las condiciones de localización, entre otras, no aconsejen el uso de beneficios de uso compartido y tratamiento de los efluentes contaminantes del beneficiado húmedo; diseño e implementación de sistemas de uso de energía renovable para secadoras de café y cacao; obras de captación de agua para uso multi-predial; inclusión de medidas de adaptación al cambio climático en las fincas; inversiones para la reducción de riesgos relacionadas con el uso y manejo eficiente del recurso agua a nivel de cuencas; y asistencia técnica y capacitación en los temas descritos anteriormente.

B. Componente 2. Fortalecimiento institucional.

- B.1. *Resultado.* El resultado esperado del Componente es fortalecer a las organizaciones de productores e instituciones y mejorar el entorno para el desarrollo de las cadenas de café y cacao que puedan ofrecer servicios en tecnología de producción; organización, comercialización e información agroclimática de café y cacao; y diseño y aplicación de políticas e incentivos.
- B.2. *Objetivos específicos.* Los objetivos específicos del Componente incluyen: i) incorporar nuevo material genético adecuado, y buenas prácticas orientadas a mejorar la productividad por adaptación al cambio climático y lograr la aplicación de medidas de manejo basadas en la producción y disseminación de información agroclimática que apoye las medidas de adaptación a la variabilidad climática, con énfasis en el control de enfermedades; y ii) apoyar el diseño y aplicación de políticas de promoción e incentivo de las cadenas de café y cacao, coherentes con las políticas nacionales.
- B.3. **Subcomponentes.** Las actividades del Componente 2 serán ejecutadas a través de los tres subcomponentes siguientes:

Subcomponente 2.1 Validación y desarrollo de material vegetativo para adaptación al cambio climático: A través de este subcomponente, el Proyecto financiará la validación y multiplicación de material vegetativo de café y cacao para adaptarse a los cambios previstos en el clima así como para desarrollar variedades resistentes a enfermedades. Asimismo, se financiarán actividades de entrenamiento y capacitación de técnicos de Centros de Investigación; la ampliación y/o fortalecimiento de la capacidad de validación en Nicaragua; y la promoción de la coordinación entre los diferentes actores involucrados en la adaptación del café y del cacao a las futuras condiciones climáticas.

Subcomponente 2.2. Tecnología e información agro-climatológica: Este subcomponente incluye la financiación de actividades como: i) el fortalecimiento de las capacidades de las instituciones públicas nicaragüenses con competencias en la producción de predicciones meteorológicas (MAGFOR/INETER); ii) financiamiento para ampliar la red de estaciones meteorológicas, instrumental de análisis e interpretación de la información para mejorar el manejo de enfermedades; y iii) la difusión y distribución de la información climática entre los beneficiarios del Proyecto.

Subcomponente 2.3. Apoyo al diseño e implementación de políticas e incentivos. El subcomponente financiará actividades de intercambio y coordinación entre los actores involucrados en los rubros de café y cacao promoviendo su institucionalización, proporcionando financiamiento de: i) gastos de fortalecimiento de las instituciones relevantes; ii) publicación de documentos de dominio público; iii) promoción e intercambio de experiencias al interno del país como con otros países; y iv) desarrollo de experiencias piloto de generación de incentivos financieros para promover la mejora del desempeño de las instituciones organizadoras de las cadenas y aquellos que colaboren en el esfuerzo de generar incremento en la confianza y certeza en que se desarrollan los negocios.

C. **Componente 3. Gestión, Planificación, Seguimiento y Evaluación.**

- C.1. *Resultado.* El resultado esperado del Componente es lograr una ejecución eficaz y eficiente del Proyecto, y fortalecer la capacidad de monitoreo y evaluación de las acciones de promoción del desarrollo del cacao y del café, tanto las específicas del Proyecto, como otras llevadas a cabo por el Organismo Responsable del Proyecto.
- C.2. *Objetivos específicos.* Los objetivos se refieren a: i) Gerencia del Proyecto eficaz y eficiente; y ii) Sistema de Planificación, Monitoreo, Evaluación y Aprendizaje del Proyecto. En forma complementaria, se desarrollará el Plan de Acción dirigido al fortalecimiento fiduciario del Organismo Responsable del Proyecto, así como la gestión del conocimiento para el aprendizaje.

La Sección II de este Anexo detalla las medidas de ejecución de este Componente.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

1.1. *Designación.* Se designa al Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA) como Organismo Responsable del Proyecto.

1.2. *Funciones.* Las principales funciones con relación al Proyecto incluyen: i) asegurar la ejecución del mismo en consonancia con las políticas y estrategias nacionales y sectoriales; ii) asegurar el cumplimiento de las disposiciones establecidas en el presente Convenio; iii) aprobar, con la no objeción del FIDA, el Manual Operativo del Proyecto; iv) aprobar, con la no objeción del FIDA, los Planes Operativos Anuales (POA), Presupuestos y Planes de Adquisiciones; v) asegurar que se realicen las auditorías externas conforme a lo dispuesto en el presente Convenio y normas del FIDA en la materia; vi) seleccionar y contratar al personal del Proyecto, siguiendo los procedimientos de contratación previstos en el Manual Operativo y en el presente Convenio; y vii) las demás responsabilidades que se estipulen en virtud del presente Convenio.

2. Dirección General de Agroindustria (DGA).

2.1. *Designación.* El MEFCCA delega a la Dirección General de Agroindustria (DGA) como encargada de la implementación directa del Proyecto. El Director de la DGA será designado como Director del Proyecto.

2.2. *Funciones.* Las principales funciones de la DGA incluyen: i) orientar la ejecución operativa del Proyecto asegurando la coordinación con las otras direcciones del MEFCCA y entidades externas, a través del seguimiento a los POA, informes semestrales y la operación del Proyecto; y ii) garantizar el funcionamiento del Proyecto a nivel territorial, facilitando y garantizando la coordinación y participación activa de las delegaciones, como instancias institucionales territoriales y de coordinación para la ejecución del Proyecto. La implementación de estas funciones se realizará a través de la Unidad Gerencial del Proyecto.

3. Unidad Gerencial del Proyecto (UGP).

3.1. *Establecimiento y composición.* El MEFCCA establecerá la UGP, cuyo personal esencial estará conformado por: el Gerente de Proyecto, un Especialista en Gestión Financiera, un Especialista en Adquisiciones y un Especialista en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje. La UGP contará asimismo con el apoyo de un especialista en género y juventud y un especialista en negocios y mercados y con el apoyo de expertos en adaptación al cambio climático, comunicación, información agroclimática, comercialización, capacitación, en los rubros de cacao y café, economía agrícola, obras civiles y otros. La contratación del personal de la UGP será realizada por el MEFFCA y se hará siguiendo las disposiciones de selección y contratación establecidas en este Convenio. En cada Delegación del Ministerio, NICADAPTA contará con el apoyo de un Coordinador de Operaciones, que actuará como enlace de la UGP con las Delegaciones y con las Organizaciones Locales.

3.2. *Funciones del Gerente del Proyecto:* Las funciones del Gerente del Proyecto incluirán: i) coordinar la ejecución de las actividades del Proyecto con la DGA, los especialistas de la UGP y con otras áreas operativas y de dirección del MEFCCA para asegurar el cumplimiento de las funciones asignadas a cada una de ellas; ii) asegurar la conformación y el adecuado funcionamiento de los diferentes Comités de evaluación y aprobación de propuestas de Planes de Inversiones; iii) asesorar a las Delegaciones Territoriales del MEFCCA en la adecuada implementación del Proyecto; y iv) definir las orientaciones y estrategias para cada una de las especialidades técnicas y supervisar la implementación de las actividades del Proyecto.

3.3. *Funciones del Especialista en Gestión Financiera:* Sus funciones incluirán: i) realizar la contabilidad y preparar los estados financieros del Proyecto; ii) asegurar la contratación de auditores externos del Proyecto y dar seguimiento a estas auditorías; iii) controlar la gestión presupuestaria y financiera del Proyecto; iv) verificar el adecuado control de activos del Proyecto; v) comprobar la adecuada preparación de rendiciones de gastos y solicitudes de desembolso; vi) asegurar el adecuado manejo de las cuentas del Proyecto; y vii) dar seguimiento y apoyo a la ejecución financiera de los Planes de Inversiones. Contará con el apoyo del personal administrativo definido en el Manual Operativo del Proyecto.

3.4. *Funciones del Especialista en Adquisiciones:* Sus funciones incluirán: i) realizar los procesos de adquisiciones y contrataciones del Proyecto ii) preparar el Plan de Adquisiciones del Proyecto y dar seguimiento a su ejecución; iii) dar seguimiento a la ejecución de los contratos de adquisiciones y contratación de servicios requeridos por el Proyecto; iv) mantener un registro actualizado de dichos contratos; y v) dar seguimiento a las adquisiciones por parte de organizaciones que ejecutan Planes de Inversiones. Contará con el apoyo del personal administrativo definido en el Manual Operativo del Proyecto.

3.5. *Funciones del Especialista en Planificación, Seguimiento, Evaluación y Aprendizaje:* Sus funciones incluirán: i) elaborar los POA del Proyecto, sus modificaciones, seguimiento y asesoría en su ejecución; ii) diseñar e implementar el sistema de seguimiento y evaluación del Proyecto, vinculado con los sistemas nacionales del Prestatario/Receptor; iii) dar seguimiento y diseminar información sobre los resultados e impactos del Proyecto; iv) evaluar el Proyecto; y v) preparar los informes semestrales requeridos por el FIDA. Contará con el apoyo del personal administrativo definido en el Manual Operativo del Proyecto.

4. Delegaciones Territoriales del MEFCCA.

4.1. *Delegaciones Territoriales.* Las funciones de las Delegaciones Territoriales, en coordinación con la UGP, incluirán: i) ser responsable de relaciones interinstitucionales que sustentan el proceso de coordinación local del Proyecto; ii) verificar que se fomenten los vínculos institucionales en el territorio para lograr la planificación y operación requerida en la ejecución del Proyecto, en especial con relación a las propuestas de Planes de Inversiones; iii) realizar las tareas de promoción y seguimiento de las propuestas de Planes de Inversiones; y iv) brindar apoyo y asesoría técnica y administrativa a las organizaciones que implementen los Planes de Inversiones.

4.2. Para la ejecución de sus funciones, cada Delegación Territorial contará con asistencia técnica del Proyecto.

5. Contratación de personal.

5.1. El personal de la UGP será contratado a través de procedimientos transparentes y competitivos, cumpliendo con los criterios de elegibilidad y selección establecidos en el Manual Operativo.

5.2. Los elementos mínimos que el procedimiento de contratación debe contener son: i) definición de términos de referencia y las calificaciones y experiencia a reunirse acordada con el Fondo; ii) proceso de selección transparente y competitivo previamente acordado con el Fondo; iii) nombramiento del candidato seleccionado previa no objeción del Fondo.

5.3. La contratación del personal profesional y técnico de la UGP deberá contar con la previa no objeción del FIDA. La contratación del personal de servicio y apoyo administrativo no requerirá la no objeción del FIDA.

5.4. Los contratos laborales del personal de la UGP serán extendidos por una duración mínima de un año. Su permanencia en el cargo y la eventual renovación del contrato estará sujeta a evaluaciones de desempeño satisfactorias anuales por el Organismo Responsable del Proyecto.

6. Planes de Inversiones.

6.1. El Proyecto financiará el diseño y la implementación de propuestas y Planes de Inversiones liderados por organizaciones de productores (cooperativas, comunidades indígenas y afro-descendientes). Las alcaldías podrán participar como socias en la implementación de los Planes de Inversiones que resultaran seleccionados.

6.2. *Requisitos para las propuestas de Planes de Inversiones.* Los requisitos mínimos que cada propuesta debe contener son: i) diagnóstico organizativo y de funcionamiento administrativo, legal y financiero de la organización de productores; ii) diagnóstico de las capacidades técnicas y productivas de la organización y el potencial productivo y de sus socios; iii) propuesta de inversiones de bienes públicos y asociativos; iv) propuesta de inversiones privadas; v) propuesta de asistencia técnica y capacitación a la organización; vi) propuesta de asistencia técnica y capacitación a los productores; y vii) propuesta de inversiones en las fincas para mejora productiva y de adaptación al cambio climático. La propuesta deberá asimismo detallar el cofinanciamiento de la asociación de productores y/o productores individuales. Las propuestas podrán incluir además el financiamiento de estudios de factibilidad y diseños técnicos detallados de inversiones. Los requisitos específicos y el financiamiento máximo de inversión por familia quedará establecido en el Manual Operativo.

7. Fondo de Inversiones Locales (FIL).

7.1. Los recursos aprobados para el diseño e implementación los Planes de Inversiones serán canalizados a través del FIL. La responsabilidad y manejo del FIL estará a cargo de la UGP. Las especificaciones y disposiciones de operatividad de funcionamiento del FIL, incluyendo montos máximos por familia y las contrapartidas, serán establecidas en el Manual Operativo del Proyecto.

8. Comité de Calificación y Aprobación de los Planes de Inversiones (CCAPI).

8.1. El MEFFCA establecerá un CCAPI cuya responsabilidad será la de analizar, calificar y aprobar las propuestas de Planes de Inversiones presentados por las organizaciones de productores y territorios y comunidades indígenas y afro-descendientes. Su conformación, mecanismos e instrumentos de operación serán detalladas en el Manual Operativo del Proyecto. El Manual Operativo del Proyecto establecerá la composición del CCAPI, el procedimiento y criterios para la revisión y evaluación de las propuestas de Planes de Inversiones e incluirá el formulario para el registro de las mismas.

9. Mecanismos y normas para la transferencia de fondos para la ejecución.

9.1. Una vez aprobados los Planes de Inversiones, el MEFFCA suscribirá contratos/convenios de implementación con las organizaciones locales que fueran elegidas. En aquellos donde participen alcaldías como socias en la implementación, la respectiva alcaldía será también firmante del contrato/convenio. Los mecanismos e instrumentos de operación serán detallados en el Manual Operativo del Proyecto.

10. Manual Operativo del Proyecto.

10.1. El Manual Operativo del Proyecto será elaborado por la UGP y aprobado por el Organismo Responsable del Proyecto, previa no objeción del FIDA. Dicho Manual establecerá las normas y los procedimientos para la operación del Proyecto, abarcando, entre otras cosas, el esquema organizativo para la operación de los componentes, las tareas específicas de los funcionarios, funciones y responsabilidades, el marco para las contrataciones y adquisiciones del Proyecto, el esquema para el seguimiento y evaluación, normas y procedimientos ambientales, criterios de selección del personal del Proyecto, el funcionamiento de la UGP, las regulaciones contables, los requisitos y procedimientos para la utilización de los recursos del Proyecto, los requisitos específicos de las propuestas de Planes de Inversiones y el financiamiento máximo de inversión por familia, la composición del CCAPI, el procedimiento y criterios para la revisión y evaluación de las propuestas, los mecanismos e instrumentos de operación del anticipo de financiamiento del Plan de Inversiones. Asimismo, incorporará las regulaciones referidas a los criterios de selección de auditores y regulaciones en general de auditoría que forman parte de las Directrices del FIDA para auditoría de proyectos.

10.2. Si fuera necesario, la UGP podrá proponer enmiendas al Manual Operativo del Proyecto, que serán efectivas tras la previa aprobación por parte del Organismo Responsable y la no objeción del FIDA.

10.3. Si alguna disposición del Manual Operativo del Proyecto es o resultara ser incompatible con una disposición del presente Convenio, prevalecerán las disposiciones del Convenio.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo y de las Donaciones.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y a las Donaciones y la asignación de los montos del Préstamo y de las Donaciones a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Monto de la Donación asignado (expresado en DEG)	Monto de la Donación ASAP asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Vehículos y Equipos	120 000	120 000	140 000	100% excluyendo impuestos
II. Capacitación y Asistencia Técnica	960 000	960 000	710 000	100% excluyendo impuestos
III. Donaciones y Subvenciones (Fondo de Inversiones Locales)	2 340 000	2 340 000	3 370 000	100% excluyendo impuestos
IV. Salarios	1 040 000	1 040 000	400 000	100% excluyendo impuestos
V. Gastos de operación	350 000	350 000	160 000	
Sin asignación	540 000	540 000	530 000	
TOTAL	5 350 000	5 350 000	5 310 000	

2. *Algunas definiciones.* A los efectos del presente Anexo, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

“Capacitación y Asistencia Técnica” incluye, entre otros gastos, la encuesta inicial y final del *Sistema de Gestión de los Resultados y el Impacto* (RIMS por sus siglas en inglés) y del Proyecto, auditorías externas, consultorías, etc.

“Donaciones y subvenciones (Fondo de Inversiones Locales)” se refiere al 100% de los gastos elegibles, excluyendo la contribución del Prestatario/Receptor, el BCIE y de los beneficiarios del Proyecto.

3. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto a la puesta en marcha en la Categorías II, IV y V podrá ser realizado después de la entrada en vigor del presente Convenio pero antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro y no deberá exceder un monto total equivalente a USD 150 000.

Logical framework

Jerarquía de Resultados	Indicadores y Metas	Medios de Verificación	Supuestos
<p><i>Fin</i> Contribuir a que las familias rurales mejoren su calidad de vida, a través de su mayor participación en el valor generado por las cadenas de café y cacao</p>	<p>10% de disminución en la tasa de prevalencia de la desnutrición infantil a nivel de las familias beneficiarias, desagregado por etnicidad y por sexo: RIMS 3er Nivel (*) 32 000 familias mejoran sus niveles de activos físicos en al menos 20%, desagregado por etnicidad y por sexo RIMS 3er Nivel (*)</p>	<p>1. Estudio de Línea Base con Encuesta Institucional MEFCCA-INIDE, con Módulo RIMS 2. Encuesta Institucional MEFCCA-INIDE con Módulo RIMS, a mitad y al final del proyecto</p>	<p>Continuidad de las políticas e inversión pública del GRUN para el desarrollo rural y economía familiar Condiciones de variabilidad climática se mantienen en el rango de las proyecciones actualmente utilizadas</p>
<p><i>Objetivo de Desarrollo</i> Familias rurales de las áreas de intervención y en los rubros priorizados, mejoran sus ingresos y reducen su vulnerabilidad al cambio climático</p>	<p>20% de aumento de los ingresos de la producción de café y cacao en las familias pertenecientes a las cooperativas / asociaciones con planes de inversiones implementados por al menos 2 años 20 000 familias incorporan buenas prácticas de manejo que mejoran la adaptación de los cultivos al cambio climático</p>	<p>1. Estudio de Línea Base con Encuesta Institucional MEFCCA-INIDE, con Módulo RIMS 2. Encuesta Institucional MEFCCA-INIDE con Módulo RIMS, a mitad y al final del proyecto</p>	<p>Valoración y apoyo del GRUN a los rubros priorizados, se mantiene o refuerza Estrategias ambientales y de adaptación, se fortalecen</p>
<p>Componente 1: Desarrollo sostenible de la productividad del café y el cacao</p>			
<p><i>Resultado 1</i> Mejora de la competitividad de las cooperativas, a través del incremento de la productividad, la adopción de prácticas de adaptación al cambio climático y el acceso mercado.</p>	<p>La productividad media del café y del cacao aumenta en un 20% en las familias pertenecientes a las cooperativas / asociaciones con planes de inversiones implementados por al menos 2 años. RIMS 2° (*) 50% de aumento en ventas (valor) por parte de familias protagonistas mejorando el diferencial de precios respecto a los promedios del mercado de productos</p>	<p>1. Registros de ventas y rendimientos y producción 2. Informes de monitoreo de implementación de planes de adaptación</p>	<p>Precios a los que pueden acceder las familias protagonistas en los rubros priorizados, se mantienen o mejoran Voluntad política del GRUN se mantiene y se traduce en decisiones de instrumentos de políticas, incluyendo el financiamiento</p>
<p><i>Producto 1.1</i> Capacidades de organizaciones de productores fortalecidas</p> <p><i>Producto 1.2.</i> Inversiones e infraestructura favorece la calidad y la inserción de los productores a los mercados</p> <p><i>Producto 1.3</i> Familias rurales, sus organizaciones y gobiernos locales implementan Inversiones en gestión del agua y prácticas ambientales</p>	<p>100 planes de inversión elaborados 40 000 familias acceden a servicios del proyecto RIMS 1er Nivel (*) 1000 directivos y gerentes de organizaciones de productores capacitados en gestión, comercio y adaptación al cambio climático. 50 organizaciones de productores han establecido contratos de comercialización con empresas privadas y otros 50 viveros colectivos o comunitarios de café y cacao establecidos en las zonas prioritarias (**) 200 km de caminos rurales terciarios rehabilitados 40 Centros de acopio, fermentación y secado de cacao, y beneficiado húmedo comunitario de café 20 000 manzanas incorporan sistemas agrícolas</p>	<p>1. Informes de monitoreo de implementación de planes de adaptación 2. Registro del cambio en cantidad de agua usada por productor/a 3. Informes de monitoreo de acceso y utilización de instrumentos operativos y de alerta temprana por parte de familias y organizaciones 4. Documentos con programas de capacitación a desarrollar 5. Informe de productores que implementan medidas de diversificación en sus fincas</p>	

		<p><i>diversificados para aumentar la adaptación y reducir el riesgo climático (**)</i></p> <p><i>1 000 obras de captación de uso de agua para uso multi-predial (**)</i></p> <p><i>20 000 familias reciben capacitación en manejo de sombra ,agua y remplazo de variedades (**)</i></p>		
Componente 2: Fortalecimiento Institucional				
<p>Resultado 2</p> <p><i>Ambiente institucional mejorado para el desarrollo de cadenas de café y cacao</i></p>		<p><i>Se ha fortalecido la institucionalidad nacional público privada, encargada de promover el café y cacao nicaragüenses</i></p> <p><i>Acceso a sistema de información agroclimática que apoye las medidas de adaptación (**)</i></p>	<p>1.Evaluación institucional por entidades especializadas</p> <p>2.Entrevistas a informantes calificados</p>	<p>MEFCCA comprometido con PME del Proyecto</p>
<p>Producto 2.1</p> <p><i>Se ha incrementado la oferta material genético adaptado a los efectos del cambio climático</i></p> <p>Producto 2.2</p> <p><i>Aumento en la disponibilidad y uso de información agroclimática</i></p> <p>Producto 2.3</p> <p><i>Instrumentos de Política Pública diseñados y operando con participación de los protagonistas</i></p>		<p><i>5 variedades de café y cacao son validadas y multiplicadas (**)</i></p> <p><i>100 expertos en validación son capacitados en multiplicación de clones</i></p> <p><i>20 000 productores reciben información agroclimática (**)</i></p> <p><i>Sistema de alerta temprana funcionando para café y cacao(**)</i></p> <p><i>3 espacios de coordinación consolidados Mesa de Café, Cacao y Cambio Climático (**)</i></p> <p><i>Al menos 10 giras sobre tecnologías y mercado</i></p>	<p>1.Informe final de Proyectos Piloto</p> <p>2.Informes de organismos de certificación</p> <p>3.Relevamiento a nivel de cooperativas</p> <p>4.Trabajos de divulgación en temas relevantes publicados por INTA y red de instituciones vinculadas</p> <p>6.Encuestas de percepción a técnicos extensionistas, dirigentes y productores de cooperativas</p> <p>7.Informe anual de INETER</p>	<p><i>Se mantiene la decisión del Gobierno de designar al MEFCCA responsabilidades en la promoción de los productores pequeños de las cadenas de café y cacao</i></p>
Componente 3: Gestión, Planificación, Seguimiento y Evaluación				
<p>Resultado 3</p> <p><i>Proyecto ejecutado eficaz y eficientemente.</i></p>		<p><i>Sistema de PME funcionando,</i></p> <p><i>Tasa de desembolsos de fondos al menos satisfactoria</i></p>	<p>1.Informes de evaluación del PME</p> <p>2.Informes de gestión financiera</p> <p>3.Reportes Financieros (SIGFAPRO)</p>	
<p>Producto 3.1</p> <p><i>Gerencia y administración para una gestión oportuna, eficiente y eficaz</i></p> <p>Producto 3.2</p> <p><i>Sistema de Planificación, Monitoreo, Evaluación y Aprendizaje desarrollado</i></p>		<p><i>75% de cumplimiento semestral en la programación y de 80% en metas del ML</i></p> <p><i>Tasa de desembolsos de fondos (externos, contrapartida y otros cofinanciadore), al menos satisfactoria (5)</i></p> <p><i>Cumplimiento de condiciones contractuales y normas para adquisiciones ,contrataciones, y calidad -tiempo de las auditorías; al menos satisfactorio (5)</i></p>	<p>1. Informes de monitoreo evaluativo de programas/proyectos y a nivel institucional del MEFCCA, elaborados en la Plataforma Web de PME</p> <p>2. Estudio de Línea Base con Encuesta Institucional MEFCCA-INIDE, con Módulo RIMS</p> <p>3. Informes de supervisión del proyecto</p>	<p><i>Disponibilidad oportuna de los recursos</i></p> <p><i>Cumplimiento de los procedimientos establecidos.</i></p>